

FAITS & DOCUMENTS

LETTRE D'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES D'EMMANUEL RATIER

SOMMAIRE

N° 111 50 F

15 au 31 mai 2001

- ▶ PORTRAIT : **Christian Blanc** (p.1-2)
- ▶ POLITIQUE : (p.3-4)
- ▶ LOBBIES : (p.5)
- ▶ DOSSIER : **La « religion de l'Holocauste »** (p.6-7)
- ▶ ETRANGER : (p.8)
- ▶ ECONOMIE : (p.9)
- ▶ KIOSQUE : (p. 10-11)
- ▶ POLITIQUEMENT INCORRECT : (p.12)

INDEX

| | |
|---------------------------|---------------------------|
| Antony B.p.12 | Jacob R.p.12 |
| Barenboïm D.p.4 | Jospin L.p.4/5/9 |
| Bayrou F.p.7 | Kaczynski T.p.8 |
| Benamou G.p.7 | Klarsfeld S.p.7 |
| Bled B.p.3 | Laurent J.p.10 |
| Bothorel J.p.10 | Lévi P.p.7 |
| Boutin C.p.4 | Mabire J.p.11 |
| Bové J.p.4/10 | Madelin A.p.4 |
| Bush G.W.p.8 | Massu J.p.12 |
| Chevènement J.-P.p.9 | McVeigh T.p.8 |
| Chiappe J.-F.p.11 | Mégret B.p.3 |
| Chirac J.p.3/7 | Mégret C.p.3 |
| Cohen M.p.6 | Mitterrand F.p.3/4/7/9/10 |
| Collomb G.p.5 | Mosley O.p.11 |
| Conrad P.p.11 | Munier G.p.10 |
| Coston H.p.10 | Panafieu F. dep.3 |
| Delanoë B.p.3/4 | Papon M.p.7/12 |
| Delcroix E.p.4 | Pasqua C.p.3/7 |
| Elkabbach J.-P.p.10 | Pétain P.p.11 |
| Finkelstein N.p.6 | Raoult E.p.7 |
| Font P.p.12 | Raspail J.p.10 |
| Frank A.p.7 | Séguin P.p.3 |
| Gainsbourg S.p.12 | Sharon A.p.3 |
| Hanin R.p.7 | Vaillant D.p.9 |
| Hitler A.p.8 | Val P.p.12 |
| Hue R.p.4 | Vatré E.p.11 |

PORTRAIT

CHRISTIAN BLANC

La rumeur court tout Paris depuis une quinzaine (1) : l'ancien PDG de l'RATP puis d'Air-France Christian Blanc, président de la branche française de la banque d'affaires américaine Merrill Lynch, serait le « premier ministrable » de Jacques Chirac si ce dernier est réélu en 2001. Cet ancien militant révolutionnaire (avec stage à Cuba) qui rallia le socialisme, sans doute via la franc-maçonnerie, fut notamment le négociateur des accords sur la Nouvelle-Calédonie. Aujourd'hui administrateur du Siècle, il incarne à merveille cette gauche passée du col Mao au Rotary.

1. Ce portrait complète ceux de l'*Encyclopédie politique française* et d'*Au Cœur du pouvoir*.

Une opération politique se lance à la manière d'une fusée : elle a plusieurs étages. Le 5 avril 2001, paraissait dans *Le Monde*, en première page (un emplacement très recherché), un « point de vue » de **Christian Blanc** intitulé *La France ne sait pas où elle va*, interprété aussitôt comme une volonté d'entrer en politique. Paraphrasant avec quelques siècle de retard le prince **Guillaume d'Orange**, il écrivait : « Demander à nos dirigeants qu'ils proposent un chemin, est-ce exiger beaucoup ? » Et refaisant le coup classique de l'« union sacrée », dénonçant les deux mots structurels que seraient son administration et sa classe politique, il appelait de ses vœux, comme dans la supposée union de la « société civile » ou les notions de droite et de gauche auraient disparu, une union des hommes et des partis pour « travailler en profondeur aux réformes de structure ». Le tout, pour remettre au premier plan cette France, « terre multi séculaire d'immigration (qui) a historiquement réussi, non sans difficultés, à intégrer (en elle-même) toutes ces cultures diverses ». Le 7, **Catherine Nay** le citait longuement dans son éditorial sur *Europe 1*; le 9, il était l'invité de **Jean-Pierre Elkabbach**. Le 12 avril, il s'auto-définissait dans *Le Parisien* comme « un Raymond Barre encore jeune », avant d'expliquer qu'« à l'heure d'une économie ouverte et de la globalisation, les clivages traditionnels (NDLR : gauche-droite) n'ont plus grand sens ». Un air connu dans tous les cercles « philosophiques » et clubs affairistes, de l'ex-Fondation **Saint-Simon**, laboratoire social-libéral (animé par l'idéologue de la **CFDT Pierre Rosanvallon**) dont Blanc était l'un des membres les plus influents (*Les Notes de la Fondation Saint-Simon* lui consacreront même, honneur insigne, un n° complet, *Air France, an III* en décembre 1996), du **Siècle**, premier club d'influence de France, dont il est membre à part entière depuis 1993 et administrateur ou de la franc-maçonnerie, à laquelle il appartient aussi (par exemple *Le Nouvel*

observateur, 1^{er} juin 2000). A la suite, *L'Express* (le 19) et *Le Point* (le 20) titraient sur son retour.

Dans la foulée était lancé un club au nom fleurant bon la Révolution, **L'Ami public** (avec site Internet). Pur hasard évidemment, il est domicilié chez **Martine Bidegain**, ancien conseiller technique de **Michel Rocard**, ex-DRH de **Thomson** puis directrice du développement d'**Air-France**, président du **Centre de perfectionnement des cadres supérieurs** du ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, et épouse du « patron de gauche » **José Bidegain**, membre du **Siècle**, ancien directeur-général adjoint de **Saint-Gobain**, ancien président du club deloriste **Echanges et projets**, et homme d'affaires qui fut l'un des principaux financiers de **Michel Rocard**. L'origine des autres fondateurs ne laisse guère de doutes, s'apparantant à la reconstitution de ligue dissoute avec comme secrétaire général **Marc Kravetz** (jeunesses communistes, soutien au FLN, enseignant de l'Etat algérien, secrétaire général de l'Unef, séjour en 1967 à Cuba, dirigeant soixante-huitard, grand reporter à **Libération**, aujourd'hui directeur de la rédaction du luxueux mensuel d'**Air-France**) et comme trésorier **Jean-Louis Péninou** (même parcours, maoïste, ex-directeur général de **Libération**). Mais aussi, sans doute envoyé en *missi-dominici*, **Jean-Eudes Rabut**, chef de cabinet de **Jacques Chirac** à la mairie de Paris de 1988 à 1995 (qui lui avait procuré un superbe duplex de la mairie de Paris et lui avait succédé à la tête de **Middle East Airlines** en 1999), et une forte représentation de **Canal +**, avec **Virginie Calmels**, directeur administrateur et financier de la chaîne câblée, son ancien directeur général **Denis Olivennes** (membre du **Siècle**) ou encore **Christian Kozar**, directeur général de sa filiale polonaise. Significativement, on y apprend aussi que sa « référence » est **Pierre Mendès France** et sa bible *Notre Etat*, ouvrage collectif dirigé par **Roger Fauroux** pour la **Fondation Saint-Simon**.

(Suite page 2)



PORTRAIT

(Suite de la page 1)

Faisait suite une conférence à huis-clos, le 25 avril, à *Entreprise et Cité*, le club hyper-sélect de **Claude Bébéar** (le PDG d'*AXA*, membre influent du *Siècle*), où il a été coopté en septembre 1996. Devant un parterre choisi de grands patrons, l'ancien PDG d'*Air-France* pouvait discourir sur son thème de prédilection (notamment en loge) : les réformes indispensables à la France. Dès le lendemain, le 26 avril, *Libération*, où Blanc conserve bon nombre d'amis de sa période gauchiste, lançait le dernier étage de la fusée, titrant sur une page pleine, *L'Elysée voit l'avenir en Christian Blanc*, avec ce sous-titre *L'ex-PDG d'Air-France serait premier ministrable pour 2002*. Car, « actuellement, (Chirac) n'a personne d'emblématique. Contrairement à **Lionel Jospin**. Au RPR, c'est le désert [...] A l'UDF ? Personne [...] Du coup le chef d'Etat cherche ailleurs. » Il faut dire que cet élégant quinquagénaire était donné comme ministrable en 1997 si **Alain Juppé** avait gagné les élections législatives après la dissolution anticipée, entretenant déjà de très bonnes relations avec Jacques Chirac nouées en 1995 via sa conseillère à la communication d'*Air-France*, **Jacqueline Chabridon** (franc-maçonne). Il devait être longuement reçu, en octobre 2000, par le secrétaire général de l'Elysée **Dominique Galouzeau de Villepin**, grand ordonnateur de la campagne présidentielle de 2002, puis mis en relations avec le secrétaire général adjoint du RPR **Jean-François Copé**, chargé de rédiger le « projet d'alternance ».

Que l'homme soit issu de l'extrême gauche, tout en ayant rallié le capitalisme financier américain, ne pose pas de problème : incarnation de l'« homme de gauche libéral », il correspond exactement à ce quoi aspire la nouvelle caste dirigeante, qui a compris depuis longtemps que la démocratie parlementaire classique avait fait son temps : ce que le patron du *Crédit lyonnais*, **Jean Peyrelevade**, lui aussi homme issu de la gauche (il fut directeur adjoint du cabinet de Pierre Mauroy), définit comme le « social-libéralisme », l'alliance du libéralisme mondialiste en économie et une pratique de gauche, voire d'ultra-gauche, en matière sociale et culturelle (immigration, culture pluri-ethnique, mœurs, homosexualité, drogue, avortement sans limite, etc.). Bref l'homme idoine, d'autant qu'il n'est ni énarque ni inspecteur des finances, pour Jacques Chirac qui entend gagner (tout comme **Giscard...**) sa bataille au centre-gauche et sur des thèmes non-politiques issus de la société civile.

Né le 17 mai 1942 à Talence (Gironde), il est le fils de **Marcel Blanc**, résistant, franc-maçon haut gradé (et fils de franc-maçon), premier adjoint socialiste au maire de Bordeaux à la Libération, négociant en fruits exotiques (décédé quand son fils avait seize ans). Sa mère, **Encarna Miranda**, est une Basque républicaine arrivée en France avant le Front populaire et la guerre civile. Il a épousé en 1973 une Suédoise, **Asa Birgitta Hagglund**. Simplement diplômé de l'*Institut d'études politiques* de Bordeaux, il a débuté très jeune dans la vie politique, via les réseaux des chrétiens progressistes, passant rapidement au

soutien au FLN algérien, étant l'un des principaux responsables de l'*Unef* et président de sa mutuelle, la *Mnef* à partir de 1965 (où il sympathisera avec **Michel Rocard** lorsque ce dernier enquêtait déjà sur les finances de la *Mnef*). Avec ses amis **Marc Kravetz** et **Pierre Goldmann**, on le retrouve à Cuba à l'été 1967 où il participe à une session de formation révolutionnaire et de guérilla de l'*Organisation latino-américaine de solidarité*, précurseur de la *Tricontinentale* (ce qui le fera fiché comme dangereux extrémiste par la DST). « Ensemble, ils déambulent dans La Havane en liesse, la mecque des révolutionnaires qui se rient des frontières » (*Génération*, qui le cite à de nombreuses pages).

Après mai 68 (qu'il passe sous les drapeaux, dans les blindés), il sera « recyclé », comme bon nombre d'ex-gauchistes (malgré de multiples références journalistiques, il assure n'avoir jamais été membre du *PSU*), par l'influent **François Bloch-Lainé**, d'abord comme directeur adjoint de la *Sopexa* en Scandinavie puis dans une filiale de la *Caisse des dépôts*, la *Scet*, avant d'entrer au ministère de la Jeunesse et des Sports où il sera chef de bureau. Il n'en abandonne pas pour autant la politique : en septembre 1974, il rejoint le *Parti socialiste* aux *Assises du socialisme*, puis dirigeant de 1978 à 1980 le cabinet de **Michel Rocard** député-maire de Conflans-Sainte-Honorine, jusqu'à l'abandon de sa candidature à la présidence de la République, où il le quitte refusant ce renoncement (et en très mauvais termes avec son épouse de l'époque). Rapidement devenu le chef de cabinet d'**Edgard Pisani**, commissaire des Communautés européennes chargé du développement, il est propulsé par la gauche préfet des Hautes-Pyrénées en 1983. En décembre 1984, il rejoint Pisani, qui venait d'être nommé délégué du gouvernement en Nouvelle-Calédonie, devenant son second comme secrétaire général de l'archipel.

Maniant alternativement fermeté et dialogue, il devait freiner les vellétés d'Edgard Pisani en faveur d'une indépendance rapide. De retour en France, il est remercié par un poste de préfet de Seine-et-Marne, qu'il conservera significativement durant la première cohabitation. A ce titre, il gèrera l'implantation de *Disneyland* à Marne-la-Vallée. Après les événements d'Ouvéa entre les deux tours des élections présidentielles de 1988, **François Mitterrand** et **Michel Rocard** le renvoient en Nouvelle-Calédonie comme coordonnateur de la mission « chargée d'apprécier la situation et de rétablir le dialogue », où, après les échecs multiples précédents, il rapprochera les points de vue du FLNKS et du RPCR, jouant en particulier les réseaux maçonniques (la quasi-totalité des protagonistes, envoyés français civils ou militaires sont maçons, cf *Les Francs-Maçons des années Mitterrand*) et protestant (qu'il est lui-même). D'autant que l'architecte des Accords Matignon aura joué brutalement au donnant-donnant avec **Jacques Lafleur**, franc-maçon et protestant : « Si vous persistez dans votre refus, je dis tout : vos privilèges, les capitaux placés dans les paradis fiscaux. Tout (*L'Evènement*

du jeudi, 26 juin 1997). » Lafleur jettera alors l'éponge : « Il s'est dit que ce mec est suffisamment con pour faire ce qu'il dit » raconte dans un film documentaire retraçant ces négociations (*Les Médiateurs du Pacifique* du rocardien **Charles Belmont**). Par la suite, Blanc refusera à Rocard de prendre, à deux reprises, le ministère des DOM-TOM et même la direction des services secrets, préférant la direction d'une grande entreprise.

En février 1989, il remplace **Paul Reverdy** comme président de la *RATP*, rénovant le transport collectif parisien mais butant sur les syndicats lors de la négociation d'un nouveau contrat social avec la clé la garantie d'un service minimum en cas de grève. Ne s'estimant pas soutenu par le gouvernement de **Pierre Bérégovoy**, il démissionne en décembre 1992. En pleine crise à *Air France*, **Bernard Bosson** confie à cet « homme de caractère » (dixit **Edouard Balladur** dans *Deux ans à Matignon*, *Pion*) la présidence de la compagnie aérienne en octobre 1993, en remplacement d'un **Bernard Attali** incapable de sortir des grèves à répétition. Piégeant les syndicats par le biais d'un référendum/questionnaire envoyé aux 40 000 salariés, il redresse l'entreprise presque à l'agonie, fusionne *Air-Inter* (voir *Ceux qui croyaient au ciel. Enjeux et conflits à Air-France*, **Louis-Marie Barnier** et **Patrick Rozenblatt**, *Syllepse*, 1996), mais ses prises de position non dissimulées, d'une part en faveur d'**Alain Juppé** (à la politique « impecable ») malgré sa détestation pour **Bernard Pons**, son ministre de tutelle qu'il méprise profondément depuis l'affaire d'Ouvéa, lorsqu'il était ministre des DOM-TOM, et par ailleurs en faveur d'une privatisation (où l'Etat perdrait sa majorité de 51 %) l'obligent à quitter le groupe en raison du nouveau gouvernement socialiste en septembre 1997, et surtout de la guerre que lui menèrent, dès leur arrivée aux Transports, le ministre communiste **Jean-Claude Gaysot** et son directeur de cabinet **Francis Rol-Tanguy** (voir le détail dans une série d'articles de *Libération*, du 22 au 26 décembre 1997). Depuis lors, il déteste **Lionel Jospin** (qui le barrera par la suite à la direction d'*Airbus Industries...* au profit du chiraquien **Noël Forgeard**) et les deux hommes se vouoient désormais.

Administrateur (également de *Cap Gemini* et *Carrefour*) et conseiller du groupe aérien libanais *Middle East Airlines* en 1998-1999 (où il avait été recommandé par **Jacques Chirac** au milliardaire **Rafik Hariri**), il part ensuite pour Amsterdam, où il développe deux « start-up », l'une sur les antennes satellitaires (à l'initiative de **Jean Frydman**, milliardaire israélien en conflit avec *L'Oréal*), l'autre sur les principes actifs de la médecine chinoise, lorsqu'en octobre 2000, il rejoint alors la banque d'affaires américaine *Merrill Lynch*, un des tout premiers groupes financiers mondiaux, en devenant vice-président pour l'Europe et président pour la France. Comme l'écrivait alors *Valeurs actuelles* (13 octobre 2000), « l'offensive des banques d'affaires américaines sur nos terres passe par le recrutement de "figures" locales, à cheval, sur l'administration, la politique, et la finance ».



POLITIQUE

► Nouvelle donne à la Mairie de Paris : tous les agents municipaux ont bénéficié d'une autorisation d'absence le 27 avril de 14 à 17 H (c'est-à-dire l'après-midi avant le week-end) s'ils se targuaient de participer à une réunion organisée par la CFDT commémorant l'abolition de l'esclavage. C'est sans doute ce que **Bertrand Delanoë** appelle « réduire la gabegie » de son prédécesseur. Une « petite journée de travail » puisque le matin même, le maire de Paris, invitait déjà les agents de la Ville à participer au sein même de la Mairie à une commémoration consacrée au même motif, également parrainée par la CFDT, et qu'il présidait.

| | |
|--|---------------|
| MAIRIE DE PARIS | |
| DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES | |
| Sous-Direction de l'Organisation des Ressources Humaines | |
| BUREAU DU STATUT | 24 AVRIL 2001 |
| BC n° 2001-542 | |
| NOTE DE SERVICE | |
| — | |
| OBJET : Autorisation d'absence à accorder au personnel à l'occasion d'une réunion d'information organisée par le syndicat C.F.D.T. | |
| Le syndicat C.F.D.T. organisant une réunion d'information à l'occasion de la commémoration de l'abolition de l'esclavage qui se tiendra à la Bourse du Travail, 85, rue Charlot (salle Hénaff), le vendredi 27 avril 2001 de 14 heures à 17 heures, à l'intention de tous les agents de la Ville de Paris, il convient d'accueillir favorablement les demandes d'autorisation d'absence formulées à cette occasion par les agents concernés, placés sous votre autorité. | |
| Les autorisations d'absence pour cette réunion seront accordées dans le cadre des instructions données par la note de service du 27 août 1991 relative aux réunions d'information syndicale. | |
| Pour le directeur des ressources humaines, le sous-directeur de l'organisation des ressources humaines | |
|  Jean-Marc BOURDIN | |

► Battu aux municipales à Paris, **Philippe Séguin** se cherche une porte de sortie, d'autant que ses chances paraissent minces pour une circonscription sûre à Paris aux élections législatives de l'année prochaine. Selon un scénario qui a les faveurs de l'Élysée, l'ancien ministre pourrait se présenter, en janvier 2002, à la présidence de l'Organisation internationale de la francophonie pour succéder à l'égyptien **Boutros Boutros-Ghali**. Ce qui aurait l'immense avantage de l'éloigner du champ politique, ce qui satisferait aussi bien **Michèle Alliot-Marie** (qui n'a pas réussi à le « contrôler » lors des municipales), **Jacques Chirac** (qui se débarrasserait d'un concurrent potentiel) et **Françoise de Panafieu** (qui lui succéderait comme présidente du groupe des élus RPR au Conseil de Paris). Seul problème, l'actuel président a fait savoir qu'il avait l'intention de se représenter malgré ses 78 ans.

► Totalement inexistant, le secrétaire d'Etat communiste au Patrimoine et à la Décentralisation culturelle **Michel Duffour** vient d'accorder 1,6 million de F pour la transformation de l'ancien théâtre yiddish de Vilnius (Lituanie) en musée d'art juif.

► Facétieux, le nouveau maire adjoint à la Culture à Paris, le Vert (et homosexuel déclaré) **Christophe Girard** a fait distribuer aux élus socialistes du Conseil de Paris le Bréviaire des politiques de Mazarin, l'équivalent français du Prince de Machiavel. Pour sa première intervention, ce directeur de la revue homosexuelle Têtu a clairement affiché la couleur, souhaitant transformer le Théâtre de la Gaîté-lyrique, actuellement désaffecté, en bibliothèque où serait créée, « comme à San Francisco », « une section gays et lesbiennes dont Paris manque actuellement ».

► Dans la nouvelle affaire impliquant de proches collaborateurs de **Charles Pasqua**, Le Nouvel observateur (26 avril) n'a pas hésité à titrer élégamment Qui n'a pas sa Deviers-Joncour? Celle-ci s'appelle Sabine de La Laurencie, révélant (à la différence du reste de la presse) que cette femme mariée, qui fut chargée de mission au Sénat puis au ministère de l'Intérieur, avait été, de 1994 à 1997, la maîtresse de **Bernard Guillet**, conseiller diplomatique de **Charles Pasqua**.

► Invité d'honneur de la conférence de la Ligue Anti-Diffamation du B'nai B'rith, le Premier ministre **Ariel Sharon** a déclaré dans son discours, le 30 avril à Washington (retransmis en direct sur C-SPAN), que la communauté juive de France (500 000) était la plus puissante politiquement, suivie par celle des Etats-Unis (5 millions), puis d'Afrique du Sud (80 000).

► Fille adultérine du président de la République **François Mitterrand**, **Mazarine Pinget** vient d'être cooptée au jury du nouveau prix littéraire du Marquis de Sade, dont le premier prix est un fouet, créé par la maison Vuitton.

► Ayant négocié, au-delà de ce que **Charles Pasqua** espérait, des places pour ses affidés aux élections municipales à Paris, l'ex-secrétaire général de la Ville de Paris, **Bernard Bled**, devrait prochainement intégrer le conseil général des Hauts-de-Seine, sans doute comme directeur de cabinet du président. Les deux hommes se connaissent en fait de longue date : lorsque Charles Pasqua bataillait, il y a trente ans, à Clichy-la-Garenne, Bled militait à Rueil-Malmaison. Par ailleurs, Bernard Bled a été le trésorier de l'association France-Afrique-Orient récemment mise en cause par les juges.

► **Christophe Beaupère**, nouveau directeur de cabinet du maire MNR de Vitrolles **Catherine Mégret**, est un transfuge du RPR. Aujourd'hui âgé de 26 ans, il a adhéré au RPR à 17 ans, devenant rapidement secrétaire des Jeunes RPR de la Haute-Vienne et figure à la direction du RPR Jeunes national jusqu'en 1998. Collaborateur des députés RPR **Alain Marsaud**, **Michel Hunault** et du Pr **Jean-Claude Etienne**, il a été à partir de 1998 chargé de mission au cabinet du président du conseil général de l'Oise **Jean-François Mancel**. Ayant intégré le MNR en 1999, il a fondé avec **Denis Peeters** le Comité France-Russie pour Vladimir Poutine. Bien introduit parmi les dirigeants des Forces libanaises en France, il a organisé plusieurs rencontres de leurs dirigeants avec **Bruno Mégret**.

POLITIQUE

► Candidat déclaré à l'élection présidentielle de 2002, **Alain Madelin** vient de faire l'acquisition d'un élégant loft dans le XIV^e arrondissement de Paris, un style d'habitation plutôt branché, sans doute pour séduire les « bo-bo » (bourgeois bohèmes).

► Afin d'éviter les recoupements malséants, nombre de représentantes de la « gauche caviar » utilisent désormais, lors des nominations, exclusivement leur nom de jeune fille. C'est ainsi qu'**Hélène de Largentaye**, secrétaire général du Conseil d'analyse économique (service du Premier ministre), qui figurait en dernière position sur la liste socialiste du IV^e arrondissement, qui vient d'être nommée directeur adjoint du cabinet de **Bertrand Delanoë** à la mairie de Paris, est l'épouse d'**Olivier Schrameck**, omniprésent directeur du cabinet du Premier ministre **Lionel Jospin**. De même, **Elisabeth Brissy**, récemment nommée à la direction de la communication, du Musée des Confluences de Lyon est l'épouse de **Jean-Jack Queyranne**, ministre des Relations avec le Parlement.

► Bien que **François Mitterrand** soit décédé depuis cinq ans, 18 gendarmes sont toujours affectés à la surveillance de Latché, son ancienne maison de campagne landaise.

★ Crise probable au sein du mouvement anti-mondialisation français gauchiste : **José Bové**, sa principale figure médiatique, vient de provoquer la consternation de ses amis en soutenant « à titre privé » la création de la Global Citizen Initiative, une nouvelle organisation non gouvernementale prônant une simple réforme de l'Organisation mondiale du commerce, dont de nombreux militants veulent la disparition pure et simple.

✎ Le consul général de France à Alger **Philippe Lerriou** a annoncé la semaine dernière un nouvel assouplissement pour l'obtention d'un visa pour les Algériens souhaitant se rendre en France, la période de traitement pour un visa de long séjour (par exemple pour les étudiants ou les malades) étant désormais réduite à quinze jours au lieu de trois mois. En outre, la chancellerie a invité les demandeurs à ne plus envoyer leur courrier en recommandé accusé réception afin de gagner du temps. Pour la seule année 2001, il est prévu la délivrance de 223 000 visas à Alger et de 146 000 autres à Annaba, soit au total 396 000 visas, dont deux tiers concernant des visites familiales.

► **Robert Hue** envisage de changer de circonscription voire de département : les résultats d'Argenteuil, perdu par le PCF au profit du RPR **Gérard Mothron**, montrent que le secrétaire national du PCF risque d'être battu l'année prochaine aux législatives dans le Val d'Oise.

► Le 16 avril dernier, une manifestation de soutien aux Palestiniens devait être organisée au Zénith de Paris. Elle a été annulée à la dernière minute, sous la pression du Parti communiste et la CGT. Les milieux arabes organisateurs ont finalement découvert que cette décision a été prise par **Michel Laurent**, secrétaire départemental depuis 1997 de la fédération de Seine-Saint-Denis, à la requête du commissaire **Sammy Ghozlan**, président du Conseil des communautés juives 93, inquiet de la montée de l'antisémitisme dans le département (notamment de la part des jeunes). Explication : la grand-mère de ce fils de l'ancien dirigeant stalinien **Paul Laurent** a été décorée de la médaille des Justes par Israël.

✎ Nouvelle « gratte » pour les députés. Le coût du passage aux 35 heures chez les assistants parlementaires a été estimé à 30 millions de F, alors même qu'aucune embauche supplémentaire n'est prévue et que l'opération s'effectuera à salaire constant. Explication : l'enveloppe financière de compensation sera versée directement aux députés, qui pourront choisir à leur discrétion l'emploi qu'ils souhaitent faire de cette nouvelle « enveloppe collaborateur ».

► Présenté comme un éventuel successeur de **Robert Hue**, le maire PCF de Saint-Denis **Patrick Braouezec** fait actuellement l'objet d'une campagne de déstabilisation (« gauchiste », « instable », etc.) dans les médias, qui permet, a contrario, de distinguer les « compagnons de route » dont dispose encore la direction du parti dans la presse « bourgeoise ».

► Contesté par les socialistes de Chartres, qui lui reprochent l'échec aux municipales de son poulain **Pascal Ory**, **Georges Lemoine** vient de quitter le PS d'Eure-et-Loir. Les bouches s'ouvrant, on a alors appris que l'ancien ministre socialiste avait commencé sa carrière à droite. Il aurait dû figurer, en 1964, en 4^e position sur la liste de droite à Dreux, derrière **Jean Cauchon** et **Jean Hieaux**, lequel fit par la suite alliance avec le Front national en 1983. Ayant participé à toute la campagne, Lemoine se désista trois semaines avant l'élection pour suivre son épouse mutée à Chartres.

EN HAUSSE



EN BAISSÉ

● **Daniel Barenboïm**. Le pianiste et chef d'orchestre israélien, qui fait l'objet de virulentes attaques pour avoir programmé un opéra de Wagner au festival d'Israël en juillet, a déclaré à la radio israélienne : « Je peux comprendre les gens qui ne veulent pas écouter du Wagner mais je ne peux pas m'identifier à ceux qui tentent d'empêcher d'autres personnes de l'écouter. »

● **Eric Delcroix**. Le courageux avocat, défenseur de nombreux historiens révisionnistes et de militants nationalistes, a déposé fin avril un recours en grâce en faveur de Michel Lajoie, condamné il y a plus de dix ans, à une peine incompressible de dix-huit ans de prison pour un attentat anti-immigrés, où il y eut sans doute manipulation policière, n'ayant fait ni victime ni blessé. Son cas fait actuellement l'objet d'une pétition dans les milieux nationaux.

● **Christine Boutin**. Le député UDF des Yvelines, figure emblématique des « défenseurs de la vie » s'est réjoui de la libération prochaine de Patrick Henry, assassin en 1976 du petit Philippe Bertrand, âgé de seulement sept ans : « J'ai accueilli cette décision avec joie, car la France est en train de faire, à partir de ce fait divers, un pas en avant d'humanité. Cette libération oblige à réfléchir sur la peine à perpétuité [...] Tout homme est amendable [...] Il convient d'assurer la sécurité de Patrick Henry, sa réelle liberté. » Que dira-t-elle dans vingt ans avec Guy Georges ? Dans la foulée, elle en a d'ailleurs profité pour tresser des couronnes au ministre franc-maçon de la Justice Marylise Lebranchu (« J'ai beaucoup de respect pour ce qu'elle fait ») avec qui elle a visité, le 27 avril, la prison de Bois d'Arcy.

LOBBIES

► A la suite de l'émotion qui avait saisi les milieux royalistes après l'annonce de l'appartenance à la Grande Loge nationale française du **Comte de Paris**, ce dernier a finalement adressé sa démission fin février de l'obédience à son Grand Maître **Claude Charbonniaud**.

► La Grande Loge nationale française vient de charger FRI Communication, agence de communication dirigée par **Serge Van Kempen**, d'une mission d'audit après la mise en cause de plusieurs de ses membres dans divers scandales et son image très négative dans les médias. Une idée sans doute inspirée par la Grande Loge unie d'Angleterre, seule juge de la reconnaissance internationale, qui a engagé en début d'année les services d'une agence de communication pour redorer l'image de ses quelques 320 000 frères malmenés par les médias. La GLUA va donc développer son site Internet, lancer un magazine ouvert vers le grand public et organiser une journée nationale de la franc-maçonnerie.

► Avec leur accord, *Lyon Capitale* (mai 2001), révèle les attaches maçonniques de plusieurs conseillers municipaux socialistes. Le maire **Gérard Collomb**, lui-même maçon, a en effet mis en place « un exécutif dont un bon quart, premier adjoint compris, est franc-maçon [...] Les plus pointus décomptent onze francs-maçons parmi les adjoints, les membres du cabinet, les proches du nouveau maire. » sont ainsi cités **Yvon Deschamps** (adjoint aux finances et programmation), **Jean-Michel Daclin** (adjoint au rayonnement international et au tourisme, donné comme « le plus haut gradé de la mairie »), le premier adjoint **Jean-Louis Touraine** (GO), **Martine Roure** (adjoint aux affaires sociales, GLFF), **Thierry Braillard** (adjoint à la jeunesse et aux sports), **Michel Chomar** (conseiller). Parmi les plus proches conseillers privés de Gérard Collomb, figure également **Thierry Ehrmann**, PDG du groupe Serveur, maçon depuis 1986.

► En présence du **duc de Kent**, Grand Maître de la Grande Loge unie d'Angleterre, du 24 au 27 mai se déroulera à l'Hôtel Eurobuilding de Madrid la V^e Conférence mondiale des Grandes Loges, où sera notamment présent le Grand Maître de la Grande Loge nationale française **Claude Charbonniaud**.

► Parmi les personnalités honorées par le Premier ministre **Lionel Jospin** pour la promotion de Paques de la Légion d'honneur, figurait parmi les nouveaux officiers **Jacques Ourevitch**, journaliste aujourd'hui bien oublié mais qui fut très actif dans les milieux de la droite d'opposition au début des années 80, dont l'essentiel aura sans doute d'avoir dirigé *La Lettre de la Grande Loge de France*.

► A la suite de la démission forcée (provoquée par sa mise en examen) du Grand Maître de la province Méditerranée-Côte d'Azur de la Grande Loge nationale française **Bernard Merolli**, celui-ci vient d'être provisoirement remplacé, pour sept mois, par **Tanzer Ercan**, un architecte d'origine turque de 51 ans, initié en 1976 à Ankara. Entré à la GLNF en 1978, il vit à Nice et travaille à Villefranche-sur-Mer.

► Après le Grand Prieuré des Gaules, qui gérait les grades supérieurs du Rite écossais rectifié, c'est au tour du Grand Chapitre des maçons du Royal Arch de Monaco (RAM) d'être dans le collimateur de la direction nationale de la Grande Loge nationale française. Par une lettre interne du 5 avril, le Grand Maître Claude Charbonniaud vient d'interdire à ses frères de fréquenter le RAM sous peine d'exclusion et, pour ceux qui en font partie, leur donne deux mois pour démissionner. On peut s'attendre à des déballages (Monaco a toujours été considéré comme une structure de repli de la Loge P2), une partie des membres du RAM ayant saisi la justice niçoise, le 19 avril, par l'intermédiaire de Me **Philippe Samak**. C'est la troisième plainte déposée en deux ans contre la GLNF à Nice, tandis que cette obédience n'est pas en reste, ayant lancé six plaintes en diffamation contre divers journaux et une pour vol de fichier.

► Vice-président de l'Eglise réformée de France et pasteur du Temple des Batignolles, le frère **Jean-Charles Terneiro**, coprésidait, avec l'ancien ministre (et frère) **Jean Mattéoli** la cérémonie commémorative de la déportation et de la Résistance organisée par la Grande Loge de France le 12 mai.

► La Grande Loge de France continue son travail d'approche avec l'Eglise de France, comme en témoigne cette tenue blanche fermée organisée le 26 avril autour du « dialogue entre l'Eglise et la franc-maçonnerie » orchestrée par le RP **Rosario Esposito**, chargé de cette question depuis 1954.



Grande Loge de France

La Respectable Loge de Recherche n° 1000
Jean Scot Érigène

organise

en association avec la R. : L. : **James Anderson n° 868**

et avec la participation des RR. : LL. :

Ludwig van Beethoven n° 818 - L'Étoile n°1001

Lumière du Marais n°1121 - Axis Mundi n°1273

en présence du T. : R. : F. : J. - M. **Balling**

Premier Grand Maître Adjoint, Inspecteur de la Loge
et d'une délégation du Conseil Fédéral

une Tenue Blanche Fermée

au cours de laquelle

le R.P. **Rosario ESPOSITO s.s.p.**

présentera ses recherches sur

« Cinquante ans de dialogue
entre l'Église et la Franc-Maçonnerie »

« Le R.P. Esposito travaille depuis 1954 sur le délicat sujet des relations entre l'Église de Rome et la Franc-Maçonnerie. Ses études ont donné lieu à plus de deux cents publications de tous ordres qui apportent des éclairages nouveaux sur les déclarations exprimées parfois de façon passionnelle par l'une et l'autre des parties. »

Jeu

di 26 avril 2001 à 20 heures
Temple F.D. Roosevelt

DOSSIER

La « religion de l'Holocauste »

A la différence de la religion catholique, et plus globalement de la famille chrétienne, la religion juive n'insiste pas sur la transcendance. Cette notion spirituelle, évidente pour un chrétien, ne figure même pas par exemple dans l'index du récent *Dictionnaire encyclopédique du judaïsme* édité chez Robert Laffont (collection *Bouquins*). Le judaïsme paraît relever de manière majeure de la pratique rituelle quotidienne, par exemple avec le respect de la cacherout, de la circoncision, et dans l'absolu (car pratiquement impossible à réaliser) des 613 commandements selon la nomenclature du Rambam. Ce qui explique sans doute le primat du *Talmud* (1), qui n'est autre qu'un empilement de commentaires rabbiniques complexes et successifs accumulés entre 200 avant Jésus-Christ et 500 après, dans lequel on trouve tout et son contraire. Ce qui a permis à certains auteurs, tel le père Zacharias, d'assurer que la religion juive *stricto sensu* était en réalité postérieure à la religion chrétienne. Peu d'innovations se sont fait jour depuis plusieurs siècles, mais des tendances s'affirmaient depuis quelques années pour aboutir à ce que le sociologue américain Norman Finkelstein, après bien d'autres, appelle la « religion de l'Holocauste ». « Comment écrire, penser ou philosopher après Auschwitz ? » est une interrogation récurrente des colloques littéraires et philosophiques. Elle paraît avoir trouvé une réponse avec la publication par le Consistoire de Paris du premier rituel de la Shoah, intitulé *Rituel et réflexions pour la transmission de la Mémoire et de la Commémoration du Yom Ha Shoah*, désormais pratiqué dans les synagogues françaises. Une étonnante innovation qui associe religion et politique puisque le Yom Ha Shoah a été voté par le Parlement israélien.

1. Comme l'écrit le livre précité (p. 986) : « L'étude du Talmud atteignit une telle importance que le commandement d'étudier la Torah (c'est-à-dire les premiers livres de la Bible) fut interprété principalement au sens de l'étude du Talmud. A ce jour, l'étude du Talmud demeure l'occupation principale dans les académies rabbiniques à travers le monde. »

Dès 1988, **Moïse Cohen** (NDLR : futur président du Consistoire de Paris), commença à promouvoir une idée nouvelle dans le judaïsme : « En France, par décision du rabbinat français, nous commémorons les morts de la Shoah le premier dimanche des Selihot (NDLR : chez les Ashkénazes)... mais la shoah est universelle [...] Il appartient au peuple juif de dire dans le monde entier à l'unisson un Kaddich en souvenir de nos morts. Il faut une journée universelle et elle ne peut être que le 27 Nissan, date proclamée par la Knesset, le parlement israélien. »

A cette date, en Israël, Etat encore laïc, la sirène retentit et la population est invitée à s'immobiliser à la mémoire des juifs disparus. « Mais, comme l'écrit *Information juive* (avril 2001), ce n'est pas ce type de commémoration que Moïse Cohen préconisait. Il suivait la profonde conviction de son beau-père **Nephtali Wolf** (de mémoire bénie) qui affirmait toujours qu'il fallait **ritualiser** (NDLR : en gras dans le texte) la shoah : "A Pessah, lorsque nous lisons le récit de la sortie d'Egypte, nous nous identifions aux Hébreux en mangeant le pain de misère et les herbes amères. A tout jamais, les enfants qui ont posé les questions traditionnelles du rituel se souviennent de la Pâque et de sa signification profonde." »

Dès son élection, en 1994, à la présidence du Consistoire, Moïse Cohen provoqua le premier *Yom Ha Shoah* ritualisé, et cette cérémonie d'origine purement laïque fut désormais inscrite au calendrier du Consistoire, tout comme trois autres commémorations israéliennes, le *Yom Hazikaron* (Journée du Souvenir), le *Yom Haatsmaout* (Fête de l'Indépendance d'Israël) et le *Yom Yeroushalaim* (qui célèbre l'entrée de *Tsahal* à Jérusalem-Est en 1967). Mais comme il l'a expliqué lui-même, cette cérémonie laïque, relative à un événement laïc, ne suffisait pas : « Nous devons endosser le devoir de mémoire [...] Certains ont parfois le sentiment que le souvenir du génocide ne les concerne pas

Dans le dernier Bulletin de liaison des Fils et filles des déportés juifs de France, militants de la mémoire, son président, **Me Serge Klarsfeld** reconnaît par avance que la décision du Conseil d'Etat établissant deux catégories d'orphelins (juifs/non-juifs) n'était pas évidente : « Ce que je sais, c'est que la sous-section du Conseil d'Etat qui avait étudié le recours tendait à l'annulation et que c'était la position de son rapporteur. Le Gouvernement a pour sa part présenté deux mémoires pour défendre son décret. » La décision fut pourtant à l'inverse, ce qui est rarissime dans les annales du Conseil d'Etat.

[...] Notre crainte, c'est la disparition des témoins » (*Actualité juive*, 19 avril 2001). De célébration en célébration dans les synagogues, la commission Shoah du Consistoire, présidée par **Alfred Elkoubi**, élaborait peu à peu un rituel, qui se voulait être, toujours selon *Actualité juive* « ce que constitue la *Haggadah* (NDLR : rituel talmudique avec lecture du passage sur l'Exode) pour Pessah ou la *Meguilah* (NDLR : traité talmudique, avec lecture du livre d'Esther) pour Pourim ».

Pour le 27 Nissan 5761 (c'est-à-dire le 2 mai 2001), le Consistoire de Paris a donc fait paraître, sous la direction du Grand Rabbin de Paris **David Messas**, de Moïse Cohen, et des rabbins **Philippe Haddad** et **Michel Serfaty**, le premier *Rituel de la Shoah*, diffusé dans les synagogues, les associations communautaires et les écoles confessionnelles. Il se compose de

Bulletin de liaison des

Fils et Filles des Déportés Juifs de France
militants de la mémoire

F. F. D. J. F.

Association régie par la Loi de 1901

ISSN 1162 - 826 X

N°74 - 10 avril 2001

EDITORIAL

Par notre plus récent courrier, nous vous avons demandé de manifester à nos côtés le 23 mars devant le Conseil d'Etat pour exprimer notre opposition à la menace d'annulation du décret du 13 juillet 2000 que nous avons obtenu après cinq années d'une difficile campagne. Dans la matinée du 23 mars, entre 9 h et 12 h, un millier de manifestants au total ont stationné sur la Place du Palais Royal. C'est un succès. A 9 h le représentant de la Préfecture de Police nous a dit : « Il pleut ; vous n'aurez pas cinquante personnes ». A 11 h la Préfecture elle-même annonçait dans un communiqué la présence de 700 manifestants !

Au jour où j'écris cet éditorial, je ne connais pas l'arrêt du Conseil d'Etat qui devrait être connu le 6 avril. Ce que je sais, c'est que la sous-section du Conseil qui avait étudié le recours tendait à l'annulation et que c'était la position de son rapporteur. Le Gouvernement pour sa part avait présenté deux mémoires pour défendre son décret.

Nous avons annoncé notre manifestation par un communiqué qui mettait en cause le comportement du Conseil d'Etat envers les Juifs de 1940 à 1944 en souhaitant qu'il ne récidivât point en 2001. L'effet a été salutaire : le Commissaire du Gouvernement qui, comme son nom ne l'indique pas, ne représente pas le Gouvernement mais qui est un magistrat indépendant ayant recueilli tous les avis sur l'affaire et qui propose à l'Assemblée Générale du Contentieux la solution qui lui paraît la meilleure ; le Commissaire du Gouvernement a largement exposé le cas dans la séance du 23 mars dans l'après-midi, où les FFDJF étaient venus nombreux. Il a proposé le rejet des recours et le maintien du décret, en déclarant aussi que le Gouvernement envisageait d'étendre le champ d'application du décret à d'autres catégories d'orphelins. Je suis donc optimiste et je sais que nous avons agi comme nous devons le faire, avec énergie et détermination, pour empêcher qu'on ne prive une grande partie des orphelins de la déportation juive de l'indemnisation qui leur est due.



DOSSIER

trois parties : une partie proprement liturgique, à savoir une « prière pour la Shoule (NDLR : c'est-à-dire la synagogue) », récitée à l'office synagogal du jour, une seconde partie historique retraçant l'histoire des Juifs de 1933 à 1945, plus particulièrement en Allemagne, avec évocation de la « Nuit de cristal », « l'insurrection du Ghetto de Varsovie », etc. Et enfin, un ensemble « que l'on pourrait qualifier d'illustratif ou d'édifiant » (*Actualité juive*), avec « citations d'anciens déportés, de grands témoins connus, d'extraits de textes d'Anne Frank, de Primo Levi, etc. » Comme l'écrit Jean-François Strouf dans *Information juive*, « ainsi la Shoah aura désormais sa "mégillah". »

Significativement, cette spécificité juive du second conflit mondial, désormais inscrite très officiellement dans la religion juive, vient de trouver son pendant purement laïc puisque les orphelins juifs français présentent une particularité désormais reconnue par le Conseil d'Etat par rapport aux autres orphelins de la Seconde Guerre mondiale, y compris les descendants de résistants ou déportés politiques, même fusillés. Le 6 avril dernier, le Conseil d'Etat déboutait en effet huit orphelins de résistants déportés qui avaient demandé l'annulation du décret du 13 juillet 2000 accordant le bénéfice d'une indemnisation spéciale aux seuls orphelins de déportés juifs (3 000 F par mois ou 180 000 F). Ils étaient défendus par Me Arnaud Lyon-Caen, avocat traditionnel de la Fédération nationale des déportés, internés et résistants patriotes, qui provoqua des remous dans la salle d'audience lorsqu'il se présenta « en tant que fils d'un déporté juif » et continua par une demande de rejet du décret car « il ne saurait accepter une faveur refusée à d'autres ». Lorsqu'il quitta la salle, il dut « essayer "quelques vérités" (NDLR : des manifestants) sur la façon dont il avait défendu ce dossier qui pourrait avoir des conséquences si fâcheuses pour des milliers des nôtres » (*Actualité juive*).

La réunion des membres du Conseil d'Etat, le 23 mars, s'était faite sous la pression houleuse de 6 à 700 manifestants rassemblés à l'appel de l'Association des fils et filles des déportés juifs de France, militants de la mémoire dirigée par Me Serge Klarsfeld (promu citoyen d'honneur d'Israël en février dernier). La réunion pour prendre cette décision s'était déroulée sous la pression de la foule : les manifestants « conspuaient » (*Le Figaro* du 8 mai) les conseillers d'Etat à leur entrée au Palais-Royal, brandissant des pancartes et banderoles où était notamment écrit : « Le Conseil d'Etat s'est trop mal conduit à l'égard des juifs de 1940 à 1944 pour récidiver en 2001 ». *Actualité juive* indiquait que celles-ci « disent tout de l'exaspération engendrée par l'introduction du recours ».

Dans une déclaration précédente, Serge Klarsfeld, corroborant des propos de François Mitterrand à Georges Benamou, se félicitait d'avoir mis la pression sur le président de la République pour obtenir une reconnaissance officielle de la responsabilité de la France dans les persécutions durant l'Occupation allemande, ce qui lui fut finalement accordé par Jacques Chirac dès son élection. Cette spécificité, désormais reconnue des orphelins juifs, qui a hérisé des milliers d'orphelins de résistants et déportés politiques et la plupart des associations de déportés, n'était pourtant pas évidente comme le reconnaît l'éditorial de Serge Klarsfeld dans le dernier n° de son bulletin de liaison, rédigé avant la prise de décision, publié ci-contre. Il se savait de toute manière « bordé » : « Dans le pire des cas, si le décret venait à être annulé, il s'avère que nous avons l'assurance gouvernementale qu'une loi serait votée rapidement [...] Quant aux droits déjà acquis, ils ne devraient pas être remis en question (*Actualité juive*). »

► Changements dans la police parisienne : avec 36,66% des suffrages, la CFE-CGC devient le premier syndicat des personnels dépendant de la préfecture de police, dépassant très légèrement la Confédération générale de la police rattachée à Force ouvrière (36,46%) mais écrasant l'UNSA-Police (ex-FASP) qui n'obtient que 19,39%.

► Deux des propositions du MNR ont été adoptées par la commission permanente du conseil régional d'Ile-de-France le 10 mai : l'une supprime la subvention de 145 000 F à la Cimade (soutien aux immigrés), la seconde lance une étude en vue de la création d'une police régionale des transports.

★ L'aile gauche des Verts a décidé de soutenir **Alice Creté**, 21 ans, comme candidate à l'élection présidentielle. Seul problème : il faut avoir 23 ans révolus pour être candidat.

► Député européen villiériste, **Florence Kuntz** se rapproche des royalistes : elle devait participer à la réunion d'Action française contre l'euro le 12 mai et a signé, dans *L'Action française* (3 mai), un article d'hommage à **Jeanne d'Arc** : *Jeanne d'Arc, une jeunesse française*.

★ Dans *Le Figaro-Magazine*, **Roger Hanin** n'a pas mâché ses mots quant à l'attitude de **François Mitterrand** qui trouvait que « les juifs en réclamaient trop » : « Bien sûr, et je lui donne entièrement raison [...] Il est évident qu'il existe un lobby juif [...] Depuis quand le mot "lobby" serait-il devenu péjoratif? Qui oserait nier qu'il existe un lobby homosexuel, féminin, protestant et j'en passe [...] L'obsession de certains plumitifs à voir de l'antisémitisme partout pour en faire leurs choux gras est non seulement répugnante, mais dangereuse. »

► Se prononçant en faveur de la libération immédiate de **Maurice Papon**, l'acteur regrette la repentance de **Jacques Chirac** : « Certains ont jugé bon, parce que cela faisait bien en période électorale, de dire que la France était responsable des arrestations du Vel d'Hiv. Moi cela me fait honte [...] Un président de la République ne peut pas se permettre un tel amalgame. »

► A Force démocrate, certains s'inquiètent de l'ascendant pris sur **François Bayrou** par le député du Loir-et-Cher **Maurice Leroy**, 42 ans, chargé des relations avec les élus locaux dans son dispositif présidentiel : entré aux Jeunesses communistes à 17 ans, cet apparatchik a effectué toute sa carrière au PCF jusqu'en 1993 (directeur de cabinet de maires, directeur de cabinet du président du conseil général du Val-de-Marne **Marcel Germa**, secrétaire général du groupe PCF au Sénat), avant d'être engagé, en 1993, comme chargé de mission par **Charles Pasqua** dans les Hauts-de-Seine. Membre de son cabinet à l'Intérieur, puis de celui d'**Eric Raoult**, il s'est fait élire conseiller général sans étiquette dès 1993 dans le Vendômois, puis député Force démocrate en juin 1997.

► Entrée en conflit avec la direction nationale de Lutte ouvrière (où elle est entrée en 1968), **Armonia Bordes**, député au Parlement européen, pourrait rejoindre les deux élus de la Ligue communiste révolutionnaire à Strasbourg.



ETRANGER

Résurrection

En 1994, une bombe explosait au centre communautaire juif de Buenos Aires (les commanditaires n'ont jamais été identifiés), provoquant la mort de 86 personnes parmi lesquelles figurait **Patricio Irala**. Sa veuve, **Castorino Amarilla de Irala** a touché 55 000 dollars de dédommagement après avoir reconnu le corps de son mari parmi les victimes. Celui-ci vient toutefois d'être retrouvé vivant, à la tête d'une boulangerie au Paraguay.

Provocation

Le 22 mars 2000, la presse britannique titrait à la une sur **Christopher Cotter**, conseiller financier de 28 ans poignardé la veille à trois reprises dans le dos à Birmingham par des néo-nazis qui lui reprochaient sa liaison avec la championne olympique de triple-saut d'origine asiatique **Ashia Hansen**, chez qui il était arrivé couvert de sang. Le procès fin avril a permis d'apprendre qu'en réalité, sentant sa liaison menacée, il avait demandé à deux de ses plus proches amis de simuler une agression afin de lui infliger des blessures spectaculaires mais superficielles. Rapidement suspectés, ils avaient envoyé des mails de menaces racistes à d'autres champions britanniques d'origine étrangère afin d'accréditer l'idée d'une campagne d'intimidation de l'extrême droite.

« Irlandais »

Le juge de la Cour suprême de Washington **Matthew Katz** a interdit à une automobiliste américaine, **Carol Ann Martin**, issue d'une famille irlandaise, d'utiliser des plaques de voiture sur lesquelles figurait le mot *IRISH* (Irlandais), estimant que ce terme était clairement injurieux vis-à-vis des autres communautés ethniques. Il est de tradition aux Etats-Unis que les conducteurs, moyennant une somme modique, puissent ajouter des dessins ou des mots à leur plaque de véhicule. Jusqu'alors, seules quelques cours locales avaient interdit l'usage du trèfle irlandais, considéré comme un « symbole raciste ».

Liberty

Pour la première fois, un livre à grand tirage (il existait un autre ouvrage mais passé sous silence car publié par un éditeur populiste), *Body of Secrets* de **James Bamford**, vient d'être publié sur l'attaque délibérée par l'aviation israélienne, le 8 juin 1967 (donc pendant la Guerre des Six Jours), dans les eaux internationales méditerranéennes du navire de guerre américain *Liberty*, spécialisé dans les écoutes de communication radio, qui avait provoqué la mort de 34 marins et en avait blessé 171 autres. Tandis que les survivants se voyaient sommés de conserver le silence le plus absolu, les Israéliens avaient toujours plaidé la « bavure » auprès du président **Johnson** et le Congrès américain, qui enterra l'affaire. En réalité, l'auteur, qui a eu accès à des écoutes réalisées par un avion de la National Security Agency qui se trouvait dans la zone, démontre que les Israéliens ont délibérément attaqué le navire clairement identifié par un drapeau et des marquages américains.

Grosse fatigue

D'après un sondage de *Der Spiegel* (5 mai) conduit auprès de 1 000 personnes, 61 % des Allemands interrogés ne se sentent ni coupables ni responsables des persécutions contre les Juifs il y a plus de 50 ans et 45 % disent en avoir assez d'être confrontés en permanence au passé national-socialiste et son « régime de terreur ». 28 % d'entre eux pensent qu'**Adolf Hitler** aurait été un grand homme d'Etat s'il n'avait pas provoqué la Seconde Guerre mondiale et l'Holocauste et 46 % pensent que le III^e Reich a eu de « bons côtés ». 53 % d'entre eux ne sont pas d'accord avec l'idée qu'« il n'y a pas d'excuse » à l'Holocauste, estimant que le peuple allemand n'était pas au courant. 68 % pensent que les Allemands ont droit à plus de fierté nationale. En revanche, ils sont majoritairement favorables à une indemnisation des travailleurs forcés.

★ Considéré comme le responsable de l'attentat d'Oklahoma City (168 morts) le 19 avril 1995, **Timothy McVeigh**, qui doit être exécuté le 16 mai, a été en rapports étroits, lorsqu'il se trouvait à la prison de Florence (Colorado) avec une autre vedette du terrorisme américain, le mathématicien **Theodore Kaczynski**, plus connu sous son pseudonyme d'**Unabomber**. C'est ce que l'Amérique, interloquée, vient de découvrir à la suite de la publication d'une lettre de onze pages d'Unabomber où ce dernier revendique « à titre personnel » son amitié et estime que « si les gens le connaissaient ils l'aimeraient aussi ».

► Le colonel **Ramon**, astronaute israélien qui participera à une mission de la navette spatiale américaine en 2002, a obtenu de manger kasher en orbite. « Un petit pas pour le colonel Ramon, mais un grand pas pour les Juifs du monde entier » s'est félicité le rabbin américain **Yossie Denburg**.

► Le milliardaire **Stuart Bernstein**, président de la société du même nom, que le président **George Bush**, vient de nommer ambassadeur des Etats-Unis au Danemark appartient au comité directeur de la Ligue Anti-Diffamation du B'naï B'rith.

★ C'est également un milliardaire que **George Bush** vient de nommer en Suisse (et le Liechtenstein) : **Mercer Reynolds** qui n'est autre qu'un ancien compagnon d'affaires du président des Etats-Unis, d'une part l'ayant sauvé de la faillite en 1984 en fusionnant sa société d'exploitation pétrolière avec la sienne, d'autre part en rachetant de concert l'équipe de baseball des Texas Rangers. C'est cette association qui permit à Bush de refaire fortune : lorsque l'équipe a été revendue, il a touché 14,9 millions de dollars pour une mise de départ de 606 302 dollars. Habile en politique comme en affaires, Reynolds a contribué pour 3 millions de dollars à la campagne présidentielle de Bush... mais pour 40 millions de dollars aux festivités de la fastueuse cérémonie d'investiture.

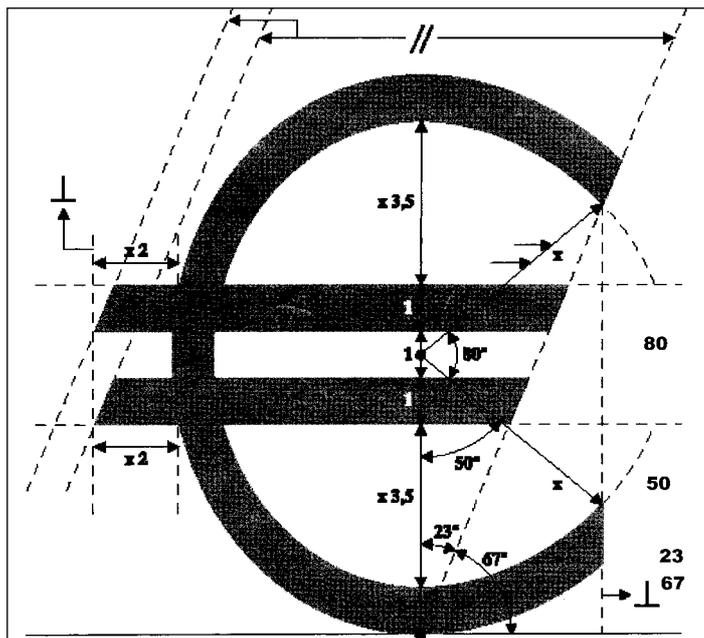
► Longtemps considéré comme le « parent pauvre » de l'Europe, l'Irlande est aujourd'hui l'un des pays les plus prospères de l'Union européenne. Elle est donc affectée, comme les autres pays, d'une augmentation de poids de ses ressortissants : le poids moyen des Irlandais (Irlande du Nord comprise) est passé de 78,1 kg en 1990 à 82,9 kg en 2000, soit 6 % d'augmentation. Celui des femmes est passé de 64,8 kg à 67,7 kg. 18 % de la population est déjà considérée comme obèse.

► Le mouvement des milices américaines paraît en déclin. Selon le SLPC, une importante organisation antiraciste, les Etats-Unis comptaient 225 groupes armés populistes en 1995, 858 en 1996, 263 en 1999 et seulement 155 en 2000.

► De nombreux documents récemment déclassifiés sur l'action des services secrets américains en Europe dans les années 1964-1968 montrent comment les Etats-Unis ont piloté la construction européenne et manœuvré la France pour quelle y participe malgré son retrait de l'Otan : www.state.gov/r/pa/ho/frus/johnsonlb/xii/

ECONOMIE

► Voici, extrait du site officiel du ministère des Finances, les caractéristiques officielles de l'euro, exactement comme il devra être reproduit sur les documents officiels. Les « kabbalistes » et spécialistes de proportions et de symbolique géométrique pourront ainsi se mettre au travail !



► Selon les estimations de la Mairie de Paris, les 4 000 horodateurs éventrés à coups de perceuse et de tournevis ont rapporté environ 10 millions aux auteurs des infractions. Le coût des réparations n'a pas été indiqué.

► La France est le pays d'Europe qui compte le moins de salariés âgés. 67% seulement des Français de plus de 50 ans travaillent, contre 74,5% en Grande-Bretagne (et 94% au Japon).

► Les dépenses de médicaments (soins de ville) ont atteint 81,2 milliards de F en 2000, soit 12% d'augmentation par rapport à 1999.

► Selon un nouveau rapport de l'Institut des hautes études de sécurité intérieure (rattaché au ministère de l'Intérieur), commandé par **Jean-Pierre Chevènement** mais tout récemment remis à son successeur **Daniel Vaillant**, la France « blanchirait » chaque jour 160 millions de F d'argent issu d'activités criminelles internationales (en général préblanchi une première fois dans un pays peu regardant), soit 40 milliards de F par an et 12,5% du total des capitaux étrangers investis chaque année dans l'hexagone.

► Le nouveau rapport annuel de l'Association américaine du management, révèle que 77% des entreprises américaines espionnent leurs salariés, en particulier en contrôlant leurs e-mails, leurs connexions et leurs appels téléphoniques.

★ Au nom de la libre circulation des marchandises dans l'Union européenne, la Commission européenne vient de porter plainte en Cour européenne de justice contre la Grèce afin d'obliger ce pays à ne plus restreindre les importations de marchandises, notamment les vêtements, chaussures et cosmétiques, portant un logo représentant une feuille de cannabis ou qui contiennent du chanvre.

Colonisation

En Ile-de-France, la principale région d'immigration étrangère (42% de la population étrangère totale), d'après les dernières estimations croisées de l'INSEE, de l'INED et du ministère de l'Intérieur, les Chinois sont 25 000, les Algériens 196 000, les Marocains 129 000, les Tunisiens 60 000, les Turcs 50 000, les Indiens 46 000, les Pakistanais 25 000, les Maliens 48 000, contre 10 000 Anglais, 43 000 Italiens ou 9 000 Américains. La population étrangère est issue à 43,74% de l'Afrique, 6,24% de l'Asie, et 47,45% de l'Europe. Pour l'ensemble de la France, la population étrangère comptait seulement 3 209 103 en 2000, en raison des naturalisations massives et de l'obtention automatique de la nationalité française pour les enfants issus de l'immigration. S'y ajoute pourtant encore plus d'un million de clandestins, selon le ministère de l'Intérieur. Par ordre d'importance, les principales communautés représentées en France sont le Portugal (350 000 en Ile-de-France dont 144 000 à Paris), l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, l'Espagne (27 000 en Ile-de-France) et l'Italie.

★ A notre connaissance, pratiquement aucun journal n'a parlé de la parution au *Journal officiel*, fin avril, de la fin du monopole sur les cotisations, qui préfigure l'enterrement de l'URSSAF d'ici quelques années. Seules quelques personnalités l'ont compris, tel le Dr **Claude Reichmann**, qui vient de créer le syndicat Retraite Santé (165 rue de Rennes, 75006 Paris).

► Au Parti socialiste, on n'a pas oublié les largesses de la famille **Riboud** : après une rencontre avec le PDG de Danone, le président du conseil régional d'Ile-de-France **Jean-Paul Huchon** est discrètement revenu sur sa décision de suspendre la subvention à ce groupe en Ile-de-France.

★ Selon le président de l'Office fédéral de renseignements allemand (BND) **August Banning**, « les filières organisées de l'immigration clandestine (dans son pays) rapporte d'ores et déjà plus d'argent que le trafic de drogue. »

► En cas de remaniement ministériel, **Anne Lauvergeon**, ancien conseiller de **François Mitterrand** et actuel directeur de la Cogema, est donnée comme secrétaire d'Etat à l'Industrie, en remplacement de **Christian Pierret**, que **Lionel Jospin** juge beaucoup trop effacé.

► Le classement Rexecode 2000, qui se fonde sur la parité des pouvoirs d'achat (il retient le taux de change qui égalise les pouvoirs d'achat entre les monnaies), et reflète ainsi le véritable niveau de vie, montre que les Irlandais se situent au second rang européen, et au 7^e rang mondial, avec un pouvoir d'achat de 25 800 dollars de 1996, juste derrière le Danemark (26 200 dollars) et devant la Belgique (9^e rang mondial avec 25 200 dollars), mais aussi l'Allemagne (23 300 dollars), la France (22 900 dollars), l'Italie (22 400) ou la Grande-Bretagne (22 000). En dix ans, la richesse produite en Irlande a doublé de montant. Les trois premières places reviennent aux Etats-Unis (33 700), le Canada (27 500) et la Suisse (27 400).

KIOSQUE

► Ancien directeur de *La Presse française*, **Christian Wagner**, qui suivait les pages économiques et d'art de vivre de *Minute*, intègre, comme rédacteur en chef, la rédaction de *L'Action française*.

► **Patrick Henry**, condamné à perpétuité pour le meurtre d'un enfant en 1976, va être prochainement libéré, après 24 ans de prison. Il a été pré-engagé chez l'imprimeur et éditeur **Charles Corlet**, de Condé-sur-Noireau, qui fut notamment l'éditeur d'**Henry Coston**, mais aussi de *La Vieille Taupe* ou de *l'Encyclopédie politique française*.

► Membre du comité directeur de la *Nouvelle action royaliste* depuis sa fondation en 1971, **Gérard Leclerc**, qui tient la rubrique « idées » dans son bimensuel *Royaliste*, tout en collaborant à de multiples revues catholique (cet écrivain prolifique est notamment éditorialiste de *France-Catholique*), vient d'être promu chevalier de l'Ordre de Saint-Grégoire-le Grand, décerné par le Vatican pour honorer les grands intellectuels catholiques.

► Le groupe de presse catholique *Bayard-Presse* fait actuellement l'objet d'une offensive dans les médias et chez les annonceurs publicitaires de la part de l'association *France-Israël*, qui l'accuse d'effectuer « une alliance de fait entre croisades d'un autre âge et Djihad contemporain » en Palestine occupée.

► Chez **Calmann-Lévy**, le journaliste (notamment au *Figaro* et à *La Revue des deux Mondes*) et écrivain **Jean Bothorel**, en surprendra plus d'un en signant *Un Terroriste breton*, où il raconte son itinéraire au sein du mouvement breton, et notamment sa participation à divers attentats en 1968/1969.

✎ La diffusion par France 2 d'une série d'entretiens « exclusifs » de **Jean-Pierre Elkabbach** avec **François Mitterrand**, peu avant sa mort, fait grincer des dents dans cette chaîne : si l'on ignore le montant de la transaction (d'évidemment plusieurs millions de F), certains rappellent que ces entretiens revendus à France 2 ont été en partie réalisés à l'époque où le PDG de *France-Télévision* était... **Jean-Pierre Elkabbach**.

► Président du conseil de surveillance du groupe *Valmonde* (*Valeurs actuelles*, *Le Spectacle du monde*, *Le Journal des finances*, *Jours de chasse*), l'ancien député RPR de l'Oise **Olivier Dassault** a entrepris une campagne auprès des agences publicitaires en changeant l'image « réactionnaire » du groupe afin d'augmenter les recettes. Parlant de *Valeurs actuelles*, il déclare (*Stratégies*, 20 avril) : « Certains disent même que c'est un journal d'extrême droite, ce qui n'est pas fondé. J'en ai marre. Je n'aurais jamais racheté ce titre si tel avait été le cas. » L'hebdomadaire des annonceurs précise qu'« Olivier Dassault reconnaît s'être séparé de deux ou trois collaborateurs suspectés de sympathies avec l'extrême-droite ». A noter que le dernier « bus-mailing » envoyé avec *Valeurs actuelles* à ses abonnés, comprenait notamment une publicité en faveur du *Nouvel observateur*.

► Guerre en vue dans la presse communautaire juive : **Jacob Abbou** (ancien actionnaire de *L'Événement du jeudi*), qui a racheté en septembre 2000 65% de *Tribune juive*, entend en faire « l'officiel du judaïsme français ». Passant à un format tabloïd, le bimensuel, qui a déjà étoffé sa rédaction, redeviendra hebdomadaire en septembre, sa pagination augmentant de 48 à 64. Son prix baissera de 30 F à 13 F. Autant de mesures visant à concurrencer directement le plus important hebdomadaire, *Actualité juive*, fortement teinté de traditionalisme. Son nouveau directeur, **Olivier Guland**, est diplômé en lettres et philosophie de l'*Université hébraïque de Jérusalem*. Collaborateur de *Marianne*, du *Monde* et de *L'Événement du jeudi* et chef des informations depuis 1996 de *Tribune juive*, il a signé *Nous Juifs de France* (**Bayard**, 2000) et *Le Pen, Mégret et les Juifs* (*La Découverte*, 2000).

✎ Le duel **Jean-Marie Messier/José Bové** sur France 3, le 25 avril dernier, consacré à la mondialisation, n'aura leurré que les gogos : le PDG de *Vivendi* contrôle notamment les éditions *La Découverte* qui ont édité le livre du porte-parole de la *Confédération paysanne*.

► Lancement de *France-Irak actualités*, bulletin d'informations des *Amitiés franco-irakiennes* (c/o **Gilles Munier**, 7, rue de Sarzeau, 35700 Rennes et gilmun@club-internet.fr). A signaler par ailleurs, le principal site d'informations irakiennes officielles : www.uruklink.net/iraqnews

► *Restauration nationale* (BP 652-08, 75367 Paris cedex 08) consacre un dossier de qualité au romancier **Jacques Laurent** récemment disparu, avec notamment un entretien avec son ami **François Sentein**.

► Sortie d'un très copieux n° du *Bulletin de liaison des amitiés patagones*, qui réunit les fidèles d'**Orélie-Antoine I^{er}**, roi de Patagonie, dont les aventures ont été élevées au statut de mythe littéraire par **Jean Raspail**. Outre de nombreux articles et coupures de presse, on y trouve l'indispensable *Annuaire diplomatique patagon*, qui réunit bon nombre d'aventuriers et non-conformistes (*Chancellerie de Patagonie*, 7 rue du Cardinal Lemoine, 75007 Paris). A signaler sur le mythe patagon « la communication de **Bruno Fuligni** dans *Politica Hemetica* n° 14 (2000), **Orllie-Antoine I^{er} : les transfigurations d'un « roi en disponibilité »** ».

► Subventionné par le ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement et le ministère de l'Agriculture, ainsi que par l'Union européenne, *Infoloups* est le bulletin d'information consacré aux loups du programme européen *Life Loup*, qui combat pour la réintroduction du loup en Europe « partout où les conditions sont favorables » (*Lifeloup*, DIREN PACA, BP 120, 13603 Aix-en-Provence, ou téléchargeable via Internet à www.environnement.gouv.fr/provence-alpes-ca).

► Edité depuis 1903, *Le Bottin mondain*, qui recense les familles nobles et bourgeoises, vient d'être acheté par le groupe **HM Editions**, présidé par **Antoine Hébrard**, qui édite le *Who's Who in France*.



KIOSQUE

► Assisté d'**Eric Vatré**, l'historien **Jean-François Chiappe**, par ailleurs président de l'Association des amis de Rivarol, signe au Rocher le premier volume d'une brillante et synthétique *Histoire des droites françaises*, allant de 1789 au centenaire de la Révolution. A la différence de nombreux ouvrages universitaires illisibles, ce livre copieux (plus de 500 pages) est parfaitement rédigé (bibliographie, index).

► Chez Sang de la terre, sortie d'une biographie de **Robert Hainard**, peintre et philosophe de la nature, par son ancien secrétaire **Roland de Miller** (chronologie, bibliographie, double index). Totalement méconnu en France, celui qui est considéré comme l'un des plus grands peintres réalistes suisses du XX^e siècle est surtout l'auteur d'une vingtaine de livres et de plus de 500 articles, qui ont servi de corpus à l'écologie suisse. Se situant dans le courant « fondamentaliste » (rejet d'une religion du progrès et de la modernité, stabilisation démographique, rejet de l'abstraction notamment en art, antimarxisme), cet écologiste radical a notamment influencé en Angleterre **Edward Goldsmith**, éditeur de la revue *The Ecologist*, et en France la revue *Le Recours aux forêts*. Sa disparition, le 26 décembre 1999, a évidemment été passée sous silence par Les Verts français.

► Les éditions Perrin publieront en septembre une biographie du Dr **Ménétreil**, éminence grise du maréchal **Philippe Pétain**. L'auteur, **Béatrice Vergez**, a eu accès à son journal intime et sa correspondance, jusqu'alors demeurés inédits.

► Nouveau catalogue de librairie ancienne spécialisée dans la franc-maçonnerie, l'ésotérisme, le judaïsme, etc. (prix corrects) : *Le Grand Chêne* (Chemin de la Trévaresse, 13770 Venelles. Tel. : 04 42 54 23 45 et www.france-spiritualites.com).

► Particulièrement non-conformiste, l'essai *Gerbe d'Orties* d'**Aymeric de Bainville**, qui décrit sans concession la réalité dans les pays islamiques, est entièrement téléchargeable sur le site <http://sos-racaille.org> (qui fait l'objet de diverses poursuites d'associations antiracistes). Comme cet ouvrage aurait été, selon les responsables du site, retiré de la vente à la demande du ministère de l'Intérieur (nous n'avons pu en trouver trace au *Journal officiel*), il est nécessaire de s'inscrire au préalable auprès du webmestre.

► Sites Internet anticonformistes : 1) Près de 1900 sites nationalistes dans le monde recensés auprès de La Droite nationaliste (site interdit plusieurs fois) : www.whiteunitypress/nationalisme 2) Informations sur la musique européenne : www.heimdall.ezwww.ch/newsF.htm 3) Photos trafiquées par la propagande soviétique : www.newsmuseum.org/berlinwall/commissar_vanishes/index.htm 4) Site très riche sur **Oswald Mosley**, la British Union of fascism, l'Union movement, etc. : www.oswaldmosley.com 5) sur les meurtres « anti-blancs » : www.whiteunitypress.com/killwhitey

► Le plus important site Internet d'histoire révisionniste en Europe (www.vho.org) vient de faire l'objet d'une attaque d'adversaires, ce qui a provisoirement abouti à sa fermeture.

► L'Institut cinématographique Luce, une des principales réalisations culturelles du fascisme, a digitalisé toutes ses archives photographiques. Actuellement consultables à son siège de Rome et au Musée du cinéma de Turin, elles seront prochainement disponibles sur son site Internet.

► A partir du 17 mai, le principal site international de ventes d'objets entre particuliers par le biais d'Internet, eBay, a décidé d'interdire tout objet, non seulement pouvant être associé à l'extrême droite actuelle (Ku Klux Klan, néo-nazis, etc.), mais même historique, c'est-à-dire datant du III^e Reich. Seule autre interdiction : les objets ayant appartenu à des meurtriers depuis moins de cent ans.

► **Tintin** aura bientôt son musée (d'environ 500 m²) à Louvain-la-Neuve (Belgique), sur un terrain cédé par l'Université catholique de Louvain à la Fondation Hergé.

► Ouverture d'un Musée de la vie monastique dans la Manche, avec le Centre d'art sacré de Saint-Hilaire-du-Harcouët, centré sur l'Ordre des Clarisses (tel. : 02 33 49 67 06).

► Jusqu'au 4 novembre, très intéressante exposition consacrée à *Pirates et filibustiers*, à l'abbaye de Daoulas (Finistère. Tel. : 02 98 25 84 39). Superbe catalogue sous la direction de **Michel Le Bris** (Editions Hoëbeke).

► La ville de Rambouillet vient d'inaugurer un étonnant Musée du Jeu de l'oie, l'un des plus anciens jeux connus (remontant au moins aux Grecs), présentant une collection de 2 500 pièces (Tel. : 01 30 88 73 73).

► Nouvelle venue dans le monde identitaire normand, l'Ecole populaire normande, qui regroupe notamment Les Oiseaux migrants normands, Présence de La Varende, Haq'Dik et Salons normands et causeries, tiendra sa première session le 2 juin au Mont-Saint-Michel, avec *Les Normands dans les Croisades* (**Olivier Tréhet**), *Jean de La Varende* (**André Boscher**), *Le Normand : langue fondatrice de l'anglais et du français* (**Philippe Le Lanchon**), *Le Viking dans la littérature* (**Jean Mabire**). Tous renseignements au 02 33 01 21 10.

► L'association Pour l'histoire, animée par l'historien **Philippe Conrad** anime un cycle de douze conférences mensuelles « non historiquement correctes » sur la guerre 1914-1918 (prochaines séances, les 23 mai et 13 juin à SEIN, 4 place St-Germain-des-Prés, 75006 Paris).

► Après avoir fait de la mondialisation sa tête de Turc, la Fondation du 2 Mars (ex-Marc Bloch), qui regroupe des souverainistes de gauche et quelques uns de droite, s'attaque désormais à la nouvelle économie et Internet, s'appêtant à publier un pamphlet au vitriol, *Internet, l'inquiétante extase*, où le très médiatique **Alain Finkielkraut** s'en prend aux « effets pervers » d'Internet, notamment sa liberté sans limite.

► D'ici au printemps 2003, le parc d'attractions Eurodisney de Marne-la-Vallée comptera trois hôtels de plus, venant ajouter 1 100 chambres aux 5 800 déjà existantes.



POLITIQUEMENT INCORRECT



★ Le n° d'avril 2001 du *Casoar*, la revue des Saint-Cyriens est particulièrement critique (même si le texte se veut légèrement humoristique) vis-à-vis du général **Jacques Massu**, qui « s'est laissé naïvement rouler dans la farine en se livrant devant nos ignobles médias à une repentance gratuite et déplorable au sujet de tortures dont il se serait rendu coupable en Algérie, faisant ainsi le jeu de nos traîtres triomphants, les porteurs de valises du FLN assassin ».

► Le 3 mai, l'Alliance générale contre le racisme et l'identité française de **Bernard Antony** a remporté son procès contre **Massou Cohen**, directeur de la clinique du Rond-Point des Champs Elysées, qui avait passé une offre d'emploi strictement réservée à des « chirurgiens étrangers ». Ce dernier a été condamné pour « discrimination raciale » à 17 000 F d'amende et au franc symbolique de dommages et intérêts.

✎ La Poste lancera le 17 mai un timbre à la gloire du chanteur **Serge Gainsbourg**, le représentant peinturluré en phase « Gainsbarre » la cigarette à la bouche.

► Comédien dans les années soixante à Seattle puis restaurateur à Paris dans les années 80, **Randall Garrett**, 54 ans, a prêté sa voix à Uncle Ben's pour sa publicité française du riz incolable. S'estimant « discriminé », il réclame aujourd'hui la bagatelle de 142 millions de F à l'agence de publicité D'Arcy pour avoir enregistré ses phrases mémorables : « C'est toujours un succès » et « le riz qui ne colle jamais ».

► Le créateur du site communautaire sojewish.com, le milliardaire britannique **Benjamin Cohen**, est également l'heureux propriétaire de hunt4porn.com, moteur de recherche pornographique sur Internet. Très pratiquant, il se flatte de n'avoir pas été renié par sa communauté religieuse : « beaucoup de mes actionnaires sont aussi assidus que moi à la synagogue. »

► Loft story, sur M6, n'est que le premier épisode de la télé-poubelle. La société Endemol qui l'a produit, fait actuellement fureur en Hollande (et bientôt en Allemagne) avec Big Diet, un show consistant à emmurer pendant quatre mois une dizaine d'obèses. Celui qui perd le plus de poids gagne l'équivalent de sa graisse perdue en or.

► Alors que la natalité continue à s'affaïsser, les nouvelles *fashion victims* en Europe sont désormais les bébés, sur lesquels les designers et autres courtiers viennent de lancer leur dévolu avec veste en vison rayé blanc Gucci à 32 000 F, landau Burberry's intérieur écossais à 28 500 F ou mini-Tod's pour nourrisson (en rose, bleu et ivoire) à 700 F. Il y a aussi le porte-bébé Gucci en toile à 3 200 F ou l'écharpe bébé en cachemire Burberry's à 2 595 F.

✎ Les médias ont fait le silence sur la discrète libération, il y a quelques mois, de **Patrick Font** (qui fut, durant vingt ans, le partenaire de scène de **Philippe Val**, aujourd'hui directeur de *Charlie-Hebdo*), détenu pendant quatre ans à Chambéry puis à Saint-Quentin, pour des actes pédophiles répétés à l'école « alternative » Marie-Pantaloni, en Haute-Savoie. Ayant bénéficié, pour sa libération anticipée (il avait été condamné à six ans fermes) du soutien financier de divers artistes et animateurs, tel **Laurent Ruquier** de *Rien à cirer*, l'humoriste (?) a repris sans encombre ses activités au sein d'un théâtre parisien. Toujours intégré au sein de la Compagnie du Chalet, composée en partie de ses anciens élèves, il doit monter une pièce l'été prochain.

► Pour un discours à la conférence *Leadership et Communication*, qui s'est déroulé le 12 mai à Oslo, devant un auditoire de patrons et de politiciens norvégiens, l'ancien président **Bill Clinton** a reçu plus d'un million de F.

► Annonce parue dans le mensuel *Têtu* (mai 2001).

FOLLITUDE Madame H., présidente d'Homosexualité et bourgeoisie, donnera une conférence-kermesse, le mercredi 9 mai 2001, à 21 h 15, au Point-Virgule, à Paris. Madame H défendra, pendant une heure, son point de vue sur ses thèmes de prédilection : les homosexuels pauvres, le chic lesbien, la schizophrénie chez les bisexuel(le)s, les bonnes manières dans les backrooms... Le tout agrémenté de délicieuses chansons.

► La cour d'appel de Metz vient de condamner, pour « injures publiques envers un particulier en raison de sa race, de sa religion ou de son origine », une femme de 55 ans, à deux mois d'emprisonnement avec sursis et 6 000 F de dommages et intérêts pour avoir traité à plusieurs reprises **René Jacob**, qui fut partie civile au procès de l'ancien ministre RPR **Maurice Papon**, de « sale Juif ». L'inquiétude vient du fait que ces propos n'ont pas été tenus à l'individu mais à l'une de ses voisines qui la dénonça à l'intéressé, acceptant de délivrer une attestation en ce sens afin de lui permettre de porter plainte.

► Considérant ce terme comme discriminatoire, la municipalité de San Diego (Californie) a décidé de supprimer de tous les documents municipaux le mot « minorité ». Le terme « majorité » pour le moment n'est pas encore totalement interdit, étant déjà supprimé dans les écoles.